

**CESSEZ-LE-FEU
IMMÉDIAT À GAZA !**



**HALTE AU MASSACRE
EN PALESTINE !**

ZOOM

Sécurité sociale. Le nouveau hold-up des braqueurs au 49.3

Page 3

ARGUMENTS

La cause palestinienne, étouffée dans le débat politique français

Page 5

LUTTER

Gabriel Attal, l'école de la bienveillance ? Plutôt celle de la répression !

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec des militantEs de la solidarité internationale présentEs en Palestine

Page 8

Édito

Punir les pauvres, encore et toujours...

Par MANU BICHINDARITZ

Vendredi 27 octobre, Élisabeth Borne et son gouvernement ont présenté un plan d'action pour les quartiers populaires. Quatre mois après le meurtre de Nahel à Nanterre, aucune des mesures annoncées ne concerne les pratiques de la police. Pire, la veille, Borne avait affirmé sa volonté d'élargir les pouvoirs de la police municipale afin « d'accomplir certains actes de police judiciaire »... Sans doute pour pouvoir mettre en œuvre tout un arsenal répressif renforcé envers les mineurs. Autre mesure du jour.

On serait presque tenté de dire que l'essentiel des annonces était concentré ailleurs. Au nom de la mixité sociale, Borne a affirmé ne plus vouloir attribuer aux plus précaires des logements dans les quartiers prioritaires. Pour cela, elle donne clairement pour consigne aux préfets de ne pas attribuer de logements sociaux dans les quartiers prioritaires de la ville aux ménages bénéficiant du Droit au logement opposable (Dalo). Des préfets à qui Borne demande également de stopper la création dans ces mêmes quartiers de nouvelles places d'hébergement d'urgence destinées aux personnes sans domicile...

On croit rêver! Comme le dit bien Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre: « C'est la double-peine: vous êtes mal logés, on reconnaît le fait que vous avez des difficultés, mais les logements les moins chers, ceux qui pourraient être disponibles dans ces territoires, vous ne pourrez pas y avoir droit. »

Si, comme le dit Borne, ce pouvoir voulait vraiment « mener une action déterminée pour enrayer les phénomènes de concentration de la pauvreté et des difficultés dans les quartiers »... il commencerait par combattre la pauvreté au lieu de remettre en cause les minima sociaux qui, selon Macron, coûteraient « un pognon de dingue »... Au lieu de s'attaquer aux plus fragiles, bénéficiaires du Dalo, il prendrait des mesures autoritaires contre le tiers de communes qui ne respectent pas la loi SRU (laquelle demande aux communes d'au moins 50 000 habitantEs de disposer de 20% de logements sociaux), et dont une partie préfèrent payer des pénalités. Difficile de ne pas voir dans l'annonce de Borne une volonté de punir collectivement les quartiers populaires, et de plonger leurs habitantEs dans toujours plus de précarité. Comme toujours, le macronisme faible avec les forts, et fort avec les faibles...

Bien dit

Nous dénonçons la terreur mise en place par Gérald Darmanin par l'assimilation des militantEs de gauche à des terroristes, et la criminalisation des personnes engagées pour plus de justice, de solidarité et d'écologie.

Extrait de la tribune « Ne nous laissons pas (anti-)terroriser: solidarité avec les inculpéEs du 8 décembre », *Mediapart*, 23 octobre 2023.

Cessez-le-feu immédiat à Gaza! Halte au massacre en Palestine!

Trois semaines après l'offensive du Hamas, l'État israélien veut prendre pour prétexte de venger les 1400 IsraélienEs — hommes, femmes et enfants — odieusement massacrés le 7 octobre, pour mettre en place militairement une politique de nettoyage ethnique à grande échelle.

Au-delà de l'objectif affiché de détruire les capacités militaires du Hamas, il s'agit, comme c'est clairement dit par des personnalités politiques israéliennes de premier rang, de raser et de vider la bande de Gaza de sa population, deux millions de personnes, pour les forcer à se « relocaliser temporairement » dans le Sinaï.

Un nettoyage ethnique en cours

Sous un déluge de feu et de bombes qui a déjà fait plus de 8 000 mortEs (dont plus d'un tiers d'enfants), les GazaouiEs se sont déjà massivement déplacés dans la partie Sud de Gaza, qui reste sujette elle aussi à des bombardements puissants. Et depuis ce week-end, Israël a lancé une offensive terrestre, avec des incursions de plus en plus profondes depuis le Nord vers le centre de Gaza. Les responsables israéliens ne s'en cachent pas, cette offensive devrait durer des semaines, sinon des mois. Malheur aux PalestinienNES, quels qu'ils soient, qui se retrouveront devant les chars israéliens!

Dans le même temps, le gouvernement d'extrême droite israélien vient de distribuer des milliers d'armes aux colons. Avec le soutien de l'armée israélienne, ceux-ci se sont lancés dans une campagne de violences massives contre les PalestinienNES en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et même sur le territoire israélien,



MONDOWEISS

avec comme objectif l'éviction forcée de centaines, voire de milliers de PalestinienNES de leur terre.

Il y a urgence!

Comme le rappelle le journaliste et écrivain israélien Michel Warschawski, « un crime contre l'humanité » est en train de se dérouler devant nos yeux. Pourtant les gouvernements restent impassibles, impuissants. Pire, certains veulent empêcher le Conseil de sécurité de l'ONU de faire pression pour imposer un cessez-le-feu au gouvernement israélien. Mais les peuples du monde ne sont pas aveugles, et des manifestations importantes ont lieu partout, de New York à Londres, de Barcelone à Rabat, jusqu'à Tel-Aviv...

Même en France, où le gouvernement interdit le moindre rassemblement, la moindre

manifestation, la moindre réunion publique, des dizaines de milliers de voix s'expriment malgré tout en faveur de la paix et de la solidarité avec le peuple palestinien.

Il y a urgence à imposer maintenant la fin des bombardements, l'évacuation des troupes israéliennes présentes dans la bande de Gaza, la levée du blocus et l'ouverture d'un corridor humanitaire pour envoyer des vivres et des médicaments aux GazaouiEs.

Pas de paix sans justice pour le peuple palestinien

Les manifestations qui ont eu lieu jusqu'à présent ont été exemplaires, cela malgré la répression des « forces de l'ordre » sous l'égide de Darmanin, et elles vont continuer à l'être. Aucune tolérance pour le racisme ou l'antisémitisme. Le conflit israélo-palestinien n'est pas un conflit

À la Une

entre musulmanEs, juifEs et chrétienEs, mais bien un conflit entre un État oppresseur et un peuple opprimé. N'en déplaise à Darmanin, manifester pour la Palestine, ce n'est pas être antisémite, c'est être épris de justice et de liberté, c'est refuser la « guerre de civilisation » dans laquelle on voudrait nous entraîner.

Ces prochains jours, en particulier ce samedi 4 novembre, nos voix vont continuer de résonner pour réclamer un cessez-le-feu immédiat, la paix dans la région, ce qui passe par obtenir la justice pour les PalestinienNES. Et nous continuerons, par tous les moyens pacifiques possibles, d'apporter notre solidarité concrète au peuple palestinien. Alors que l'ensemble du Moyen-Orient est sur le point de s'enflammer, la seule issue vers la paix et la sécurité pour les peuples de la région — en particulier pour les peuples israélien et palestinien — c'est la fin du régime d'apartheid en Israël, l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie et le respect du droit au retour de touTEs les réfugiéEs palestinienNES. Dans le contexte d'une région caractérisée par une mosaïque de peuples et de minorités, la paix n'est possible que par l'émancipation démocratique de touTEs. Cela ne peut passer que par le droit des peuples à l'auto-détermination, à commencer par celui des PalestinienNES.

Nouveau Parti anticapitaliste

Acturama



CONTRE LE CHLORDÉCONE EN MARTINIQUE. À Fort-de-France en Martinique, une manifestation appelée par le collectif « Lyannaj pou dépolyé Matinik » a eu lieu ce samedi 28 octobre 2023, pour exprimer le mécontentement après le non-lieu prononcé dans l'affaire du chlordécone. Les militantEs réclament la reconnaissance de la responsabilité de l'État Français dans ce scandale sanitaire. Olivier Besancenot était présent à Fort-de-France auprès des camarades et militantEs du GRS. PHOTO NPA

À voir sur le site

Fort-de-France: le combat contre le chlordécone continue



Le scandale du chlordécone



Hors de toute décision ou contrôle démocratique le pouvoir décide de l'utilisation des 600 milliards (près d'un quart de la richesse produite en France) qui financent l'Assurance maladie, les retraites, les allocations familiales, les accidents de travail.

Double hold-up

En 1995, le « plan Juppé » a instauré les lois de financement de la Sécurité sociale. Il a ainsi donné au Parlement (et donc à l'État) la main sur un budget supérieur à celui de l'État. Il a définitivement ôté aux assurés sociaux toute forme de contrôle sur leur « Sécu » et leurs cotisations (voir *l'Anticapitaliste* n° 680, page 8). Marc Blondel, secrétaire général de FO à l'époque, avait à juste titre qualifié cette opération de « hold-up ». Le recours au 49.3 auquel se livre le pouvoir, pour la deuxième année, constitue de ce point de vue un double hold-up, en affranchissant l'exécutif du contrôle de la « représentation nationale ».

Poursuite de l'étranglement du système public de santé

Le PLFSS entérine la contre-réforme des retraites et poursuit en même temps l'offensive en s'attaquant à l'Assurance maladie. Alors que le système de santé craque de toutes parts, c'est une nouvelle ponction de 3,5 milliards d'euros que le gouvernement prétend lui imposer. Les dépenses de santé sont plafonnées à un niveau, en réalité, inférieur à l'inflation. L'hôpital,

SÉCURITÉ SOCIALE Le nouveau hold-up des braqueurs au 49.3

À peine entamée, la première partie (recettes) du débat sur le projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale pour 2024 a été close le 25 octobre par le recours à l'article 49.3. Rebelotte le 30 octobre pour le volet dépenses.

déjà en situation de rupture est mis de nouveau à contribution. Les directeurs préviennent déjà que pour éviter les déficits, il leur faudra à nouveau supprimer des postes et fermer des lits. Les mesures annoncées depuis des mois, comme l'augmentation des « franchises » sur les médicaments, les consultations et les examens en laboratoire n'ont finalement pas été introduites dans le PLFSS, pour éviter les mobilisations, tout comme la ponction de 15 milliards sur les retraites complémentaires. Le gouvernement affirme néanmoins que le projet reste « sur la table » et pourrait être introduit ultérieurement par des biais « réglementaires ».

Qui sont les « profiteurs » de la Sécu ?

Pour justifier l'austérité le PLFSS prétend s'attaquer aux prétendus « abus » dont se rendraient coupables les assurés sociaux et les professionnels de santé. Contrôles renforcés des médecins qui prescrivent « trop » d'arrêts de travail. Tout comme la propagande nauséabonde de la droite et de l'extrême droite le fait sur l'AME, il s'agit de désigner des boucs

LE RECOURS SYSTÉMATIQUE AU 49.3 AVAIT FINI PAR RÉDUIRE CONSIDÉRABLEMENT LE POUVOIR DES DÉPUTÉS...



émissaires et de détourner l'attention des véritables « profiteurs » qui font de la « Sécu » une vache à lait garantissant leurs profits. Il s'agit du secteur sanitaire privé lucratif — laboratoires pharmaceutiques cliniques, laboratoires d'analyse, pharmacie et cabinets médicaux de plus en plus aux mains de groupes financiers dont les actionnaires sont rémunérés par la Sécurité sociale au lieu qu'elle rembourse les soins. Il s'agit aussi de l'ensemble des employeurs exonérés de cotisations sociales au nom de « créations d'emplois » dont personne n'a jamais pu prouver la réalité. En 2023 ce sont 87,9 milliards d'euros de cotisations sociales

dont le patronat est exonéré, soit 7% de plus qu'en 2022. Depuis 2010, ces exonérations se sont envolées, en particulier avec le CICE (crédit impôt compétitivité emploi) pérennisé par Macron. Mais il est évidemment hors de question pour le « président des riches » de s'en prendre à ceux qui pillent la Sécu pour réaliser plus de profits.

Le début d'un combat

Cette politique de casse du droit à la santé devrait rencontrer l'intersyndicale unie et vent debout contre le PLFSS. Ce n'est malheureusement pas le cas. Les initiatives du Tour de France pour la santé, avec plus de 70 étapes, son rassemblement du 24 octobre devant l'Assemblée nationale avec la présence d'une vingtaine de députés, et son appel à des casseroles partout au moment du vote final du PLFSS sont donc d'autant plus salutaires. C'est un appel à un combat prolongé, personnels et usagers, s'ancrant et se coordonnant autour des luttes locales, pour construire une mobilisation nationale et faire céder la Macronie. **Commission nationale santé sécu social du NPA**

ÉTATS-UNIS Le mouvement pour le cessez-le-feu en Palestine secoue le Parti démocrate

Pour la deuxième semaine consécutive, alors qu'Israël poursuivait et intensifiait ses bombardements et lançait son invasion de Gaza, des milliers de personnes ont participé à des manifestations de protestation pour réclamer un cessez-le-feu à New York, Chicago, Houston, Denver, Los Angeles et dans d'autres villes.

Emmenés par des groupes palestiniens et juifs, les manifestantEs ont appelé non seulement à un cessez-le-feu, mais aussi à la fin de la guerre génocidaire d'Israël et à l'arrêt du financement d'Israël par les États-Unis. À New York, des manifestantEs ont envahi la gare de Grand Central et la police a procédé à 300 arrestations ; des étudiantEs ont manifesté sur les campus universitaires et des lycéenEs ont quitté les cours dans certaines villes. Dans le même temps, des centaines de milliers d'AméricainEs ont signé des pétitions appelant à un cessez-le-feu. Des sondages récents montrent que si la plupart des AméricainEs, y compris les Démocrates, sympathisent avec Israël, 67% d'entre eux soutiennent les appels au cessez-le-feu. Les manifestations ont ébranlé le Parti démocrate : une poignée de progressistes ont proposé des résolutions de cessez-le-feu. Pourtant, lorsque les progressistes ont présenté une résolution en faveur d'un cessez-le-feu à la Chambre des représentants, seuls 18 éluEs sur 435 l'ont soutenue. Plus de 300 anciens collaborateurs de Bernie Sanders l'ont exhorté à présenter une résolution de cessez-le-feu au Sénat, mais il a refusé de le faire. Au lieu de cela, il a appelé à une « pause humanitaire » pour acheminer de l'aide à Gaza, une position adoptée par la suite par Biden.

260 milliards de dollars d'aide militaire et économique

Depuis la création d'Israël en 1948, les États-Unis, sous l'égide tant des Démocrates que des

Républicains, ont soutenu tous les gouvernements israéliens, fournissant 260 milliards de dollars d'aide militaire et économique au cours des 75 dernières années. Les États-Unis comptent huit millions de juifs, soit 2,4% de la population totale, mais 70% d'entre eux sont Démocrates. Une majorité de juifVES soutiennent Israël, et bien que de nombreux juifVES, surtout laïcs et jeunes, soient critiques à l'égard d'Israël, le lobby sioniste aux États-Unis est très influent — d'autant que les protestants évangéliques sont aussi de fermes soutiens d'Israël, ce qui n'empêche pas certains d'être antisémites. La population d'origine palestinienne, qui ne représente que 200 000 personnes parmi les deux millions d'AméricainEs d'origine arabe, est beaucoup moins influente. Quoi qu'il en soit, jusqu'à présent, le soutien du gouvernement américain à Israël était considéré comme complètement acquis. Mais aujourd'hui, alors que l'attaque israélienne contre Gaza est diffusée tous les jours à la télévision, montrant des PalestinienEs portant leurs enfants morts dans les décombres, le Parti démocrate commence à se fracturer et le soutien à Joseph Biden est en baisse. Les PalestinienEs, les AméricainEs d'origine arabe et les musulmanEs, ainsi que de nombreux NoirEs et jeunes électeurEs retirent leur soutien au président. Au cours du mois dernier, le soutien de Biden parmi les Démocrates a chuté de 11 points pour tomber à 75%, tandis que sa cote de popularité globale n'est que de 37%.

Soutien de l'establishment à Israël

Voyant la vulnérabilité de Biden, âgé de 80 ans, le représentant Dean Phillips, 54 ans, membre du Congrès du Minnesota, s'est déclaré candidat à la présidence. Modéré, il partage la loyauté des Démocrates à l'égard d'Israël : « *Les États-Unis doivent continuer à soutenir Israël. Nous devons éradiquer le Hamas. Et nous devons encourager les Palestiniens à mettre en place un leadership capable de s'asseoir à la table des négociations avec des principes, un bon esprit et l'intention de faire la paix.* ». Pendant ce temps, le parti républicain, après des semaines de paralysie, a finalement élu Mike Johnson, issu de l'extrême droite du parti, au poste de président de la Chambre des représentants. Son premier acte dès sa prise de fonction a été de proposer une résolution de soutien à Israël, qui a été adoptée par 412 voix contre 10 et 6 abstentions. Donald Trump, qui a transformé les Républicains en un parti d'extrême droite, a déclaré lors d'un rassemblement de républicains juifs : « *Je défendrai l'Amérique et la civilisation occidentale contre les barbares, les sauvages et les fascistes qui tentent aujourd'hui de nuire à notre bel Israël.* ». Malgré l'obstination de l'establishment politique américain, nous, manifestantEs dans la rue, sommes déterminés à mettre un terme au soutien des États-Unis à la guerre menée par Israël.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

No comment

Je maintiens, malgré la meute, qu'il existe une différence d'intention fondamentale entre cibler des enfants pour les décapiter et perdre la tête au point de bombarder le Hamas au milieu d'enfants. Comme je maintiens que c'est grave [de] tuer des innocents.

CAROLINE FOUREST, Twitter, 30 octobre

Agenda

Mercredi 8 novembre, rencontre de la Brèche autour du livre *La révolution et le djihad*, Paris 12^e.

En présence de l'auteur, Montassir Sakhi, à 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine.

Jeudi 9 novembre, rencontre-débat sur les médias avec Philippe Poutou et Béatrice Walylo, Rennes. Autour du livre *Un «petit» candidat face aux «grands» médias* (Libertalia, 2023). De 16h à 18h30,

à la librairie l'Astrolabe, 20, place Lucie-et-Raymond-Aubrac à Rennes.

Jeudi 9 novembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes. À 19h à la maison de quartier Villejean, 2, rue de Bourgogne.

Dimanche 12 novembre, forums sociaux antifascistes, Villeurbanne.

De 10h à 19h, au CCVA de Villeurbanne (bus 69, arrêt Flachat).

Mardi 14 novembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Orléans. À 20h, salle du complexe de l'Étuvée, 4, rue Georges-Landrè.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148704221
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉTATS-UNIS

Grève automobile, des résultats records !

Après 44 jours de grève, le 25 octobre, l'UAW a conclu un accord de principe avec Ford, puis le samedi 28 octobre avec Stellantis, et enfin avec GM lundi 30 octobre. À la date du 30 octobre la grève continuait chez General Motors.

Ce sont des « accords de principe » car ils doivent encore être, après information et discussion, votés par les syndiqués. La grève de l'automobile commencée aux États-Unis, le 14 septembre est donc entrée dans une nouvelle phase.

Salaires

Les résultats obtenus chez Ford et Stellantis sont considérés comme une victoire par l'UAW. Chez les deux firmes, l'augmentation des salaires obtenue est de 11% immédiatement et 25% sur les quatre ans et demi à venir, la durée d'application du contrat actuellement discutée. S'ajoute le rétablissement d'un mécanisme d'indexation des salaires sur les prix qui avait été supprimé lors de la « grande récession » de 2009.

Les différents niveaux de salaires selon l'ancienneté, divisés par 2 les premières années, et le recours massif à des intérimaires avec des salaires inférieurs ont profondément accentué les inégalités sur les lieux de travail. En finir avec ces dispositions était l'une des principales revendications portées par l'UAW. Dans les textes des accords portés à la connaissance des syndiqués, elles commencent à être revues avec la suppression d'au moins un niveau de salaires, le raccourcissement des délais pour les temps partiels pour parvenir au temps plein, et chez Stellantis la titularisation des emplois temporaires au bout de 9 mois.

Ainsi, un travailleur avec trois ans d'ancienneté chez Ford explique qu'il est actuellement à moins de la moitié du plein salaire, celui-ci ne pouvant être atteint qu'au bout de huit ans. Lorsqu'il reviendra au travail après la grève, il bénéficiera immédiatement du plein salaire, plus l'augmentation générale immédiate de salaire de 11%.

Droit de grève

Autre avancée significative, le droit de grève, très réglementé dans le cadre des accords vigoureux, a été reconnu en cas de fermeture d'usine ou de restructuration. Cela a notamment été gagné chez Stellantis. La firme avait fermé en février dernier son usine de Belvidere dans l'Illinois entraînant le licenciement de 1200 salariés. Elle a promis la réouverture de l'usine et l'embauche prioritaire des licenciés. Comme l'a noté Shawn Fain, rendant compte de l'accord avec Stellantis, « nous n'avons pas seulement gagné des investissements ponctuels. Nous avons obtenu l'outil le plus puissant dont nous disposons pour protéger nos emplois : le droit de grève ».

Droit syndical

Les restructurations vont augmenter avec les transformations de la filière dues au passage au véhicule électrique. Le syndicat a ainsi obtenu de la part de GM que les usines de fabrication de batteries qu'elle installe avec des entreprises japonaises ou coréennes intègrent le périmètre couvert par les accords en cours de discussion. La direction actuelle de l'UAW a été élue au début de l'année 2023 sur une plateforme aux mots d'ordre clairs : « Pas de concessions, pas de corruption, pas de salaire selon des niveaux ». Elle est issue d'un regroupement nommé « Pour une UAW démocratique », un courant oppositional, « lutte de classes » comme on dirait dans notre langage, qui a remporté les élections internes à l'UAW quelques semaines avant l'ouverture du cycle de négociations pour ces nouveaux accords.

Avec des résultats jugés comme records, Shawn Fain a indiqué : « Nous n'avons pas seulement décroché un contrat record. Nous avons commencé à inverser le cours de la guerre contre la classe ouvrière américaine ».

Jean-Claude Vessillier

PHILIPPINES

Mindanao ou les droits des peuples indigènes dans la région autonome musulmane

Le NPA a tissé depuis longtemps des liens de solidarité avec des mouvements très actifs et engagés dans la grande île de Mindanao, au sud de l'archipel philippin. De nombreux échanges ont eu lieu à l'occasion de rencontres internationales et des militantEs philippinEs sont venus plus d'une fois en France. Cette solidarité s'est toujours adressée, notamment, aux peuples indigènes Téduray et Lambangian. Ces derniers vivent en général dans des zones montagnardes, mais parfois aussi côtières. Leurs territoires sont aujourd'hui intégrés à la Région autonome Bangsamoro au Mindanao musulman (BARMM). La création de cette nouvelle entité administrative a conclu des décennies de conflits concernant la reconnaissance du droit à l'autodétermination de populations musulmanes discriminées. Un tournant majeur dans l'histoire du pays. Malheureusement, les droits d'autres minorités opprimées n'ont pas été formalisés avant la création de BARMM.

Capitalisme touristique et extractiviste

La région autonome musulmane est dirigée par le Front de libération islamique Moro (MILF). Elle a aujourd'hui adopté un modèle de développement articulé sur la promotion du tourisme marchand, l'extractivisme (mines, pétrole) et l'exploitation des forêts. Les domaines ancestraux des Lumad sont ainsi l'objet de la convoitise de puissants hommes d'affaires moros qui bénéficient de l'appui

À l'échelle nationale, les droits des peuples indigènes ont été formellement reconnus, mais ce n'est toujours pas le cas dans la nouvelle région autonome musulmane de Mindanao. Ils sont menacés par les choix de développement économique adoptés par les hommes d'affaires moros. Il est toujours nécessaire d'exprimer notre solidarité à leur égard.



Des chefs spirituels indigènes préparent l'autel pour le rituel pour la paix et la justice à Brgy Emamaling, Magpet, North Cotabato. EUROPE SOLIDAIRE SANS FRONTIÈRES

des autorités. Des drames se sont produits parce que des communautés Lumad ont été déplacées de force dans des zones dangereuses et ont été victimes de catastrophe humanitaire (glissement de terrain à la suite de pluies torrentielles et de la déforestation).

Tout un réseau d'associations (MiHands) a lutté dans le passé pour la solidarité entre les « trois peuples de Mindanao » : moros, chrétiens et Lumad (de confessions variées) et pour la reconnaissance des droits à l'autodétermination des musulmanEs, ainsi que des peuples indigènes. Les Lumad ont proposé au MILF que la délimitation des domaines ancestraux des uns et des autres soit effectuée d'un commun accord au cours de la lutte qui a précédé la

création de BARMM, alors qu'ils faisaient front commun face aux exactions de l'armée philippine. Ce ne fut pas réalisé, et le prix qu'ils doivent aujourd'hui payer pour cela est bien lourd.

Solidarité des trois peuples nécessaire

Beaucoup de groupes armés, de nature très diverse, opèrent à Mindanao. Les Lumad Téduray et Lambangian ont souvent des forces d'autodéfense. Ils ne sont pour autant pas engagés dans une « lutte armée », car il s'agit bien d'autodéfense. Ils sont menacés par de puissantes milices privées de grands possédants, des organisations criminelles, les forces armées gouvernementales auxquelles les unités du MILF sont

en train d'être intégrées. Le réseau MiHands continue à les soutenir, ainsi que les communautés populaires chrétiennes ou moros, elles aussi victimes d'un capitalisme agressivement prédateur et parfaitement indifférent à la crise climatique dont les populations de l'archipel subissent toujours plus les conséquences. La solidarité entre des « trois peuples » s'avère toujours d'actualité!

L'association ESSF mène depuis une quinzaine d'années des campagnes de soutien financier à des mouvements asiatiques, dont MiHands à Mindanao. L'attention internationale est, évidemment, aujourd'hui tournée vers la Palestine. Le défi auquel nous sommes confrontés est d'assurer néanmoins la continuité de la solidarité envers nos camarades en Asie. Vous trouverez ci-dessous le lien d'un article bien plus développé sur la situation des Lumad Téduray et Lambangian, avec toutes les indications concernant l'aide financière.

Pierre Rousset

Pour en savoir plus et pour soutenir financièrement le réseau MiHands : voir Pierre Rousset, « Mindanao (Philippines) : Les minorités victimes des ambitions économiques et des luttes de pouvoir entre clans moros dans la région autonome musulmane », Europe solidaire sans frontières, <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article68045>

OCÉAN INDIEN

Madagascar: une élection sous tension

Une élection avec des offres politiques identiques et un climat répressif empêche tout débat sur le bilan désastreux du pouvoir sortant.



FACEBOOK ANDRY RAJOELINA

opposantEs. Autre affaire, la démission forcée du président du Sénat l'empêchant de remplacer le président de la République pendant la période électorale. Cette fonction a été confiée au gouvernement, accentuant la crainte d'organisation de fraudes électorales massives.

Corruption et libéralisme

Onze candidats ont décidé de refuser de mener la campagne électorale en signe de protestation contre les atteintes aux libertés. En effet, les manifestations et les rassemblements autres que ceux de Rajoelina sont interdits et féroce ment réprimés.

Le régime est aussi ébloué par les affaires de corruption. Ainsi Romy Voos Andrianarisoa, directrice du cabinet de Rajoelina, a été arrêtée à Londres alors qu'elle s'apprêtait à négocier des pots-de-vin d'un montant de 260 000 euros et une participation de 5% dans la société Gemfields, spécialisée dans l'extraction des pierres précieuses. Son proche collaborateur, un Français, a lui aussi été incarcéré. Il n'est d'ailleurs pas le seul de l'hexagone à grenouiller dans le cercle du pouvoir. Certains sont en charge de la communication de la présidence ou du « Plan Émergence Madagascar » qui consiste essentiellement en de grands travaux dont l'utilité est discutable, comme la création de villes nouvelles.

En 2018, Rajoelina promettait l'éducation pour tous les enfants, l'accès aux soins pour les populations et des emplois décents. Le bilan de son mandat est accablant. D'après les statistiques de la Banque mondiale, la pauvreté a progressé de 81% en 2022, et les inégalités sociales se

sont fortement accentuées. Les populations connaissent des coupures d'eau et d'électricité qui sont plus nombreuses et qui durent plus longtemps.

Paul Martial

À lire sur le site

Erdogan-Palestine: hypocrisie et realpolitik, par Uraz Aydin



La grève automobile aux USA: un tournant dans la guerre de classes pour Shawn Fain, par NPA Auto Critique





LA CAUSE PALESTINIENNE, ÉTOUFFÉE DANS LE DÉBAT POLITIQUE FRANÇAIS

Le chiffre

4 000

C'est le nombre de soldats dont la France dispose au Moyen-Orient.

L'alignement de la France derrière le « droit d'Israël à se défendre » a révélé ces dernières semaines les changements dans les rapports de forces internationaux. Analyser les processus permet de comprendre aussi le traitement médiatique français du conflit et ses doubles standards. Un écho à la politique du gouvernement qui a consisté à interdire les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien. Tout cela donnant le sentiment d'un débat public délétère!

Macron suit les pas de Sarkozy dans le soutien à Israël

La proposition sidérante de Macron, lors de sa rencontre avec Netanyahu, « d'élargir la mission de l'alliance contre Daesh à la lutte contre le terrorisme du Hamas » montrait une posture volontaire de soutien inconditionnel à Israël, au moment où la population de Gaza, dans un blocus total, comptait déjà des milliers de morts et de destructions.

Au nom de la guerre contre le Hamas, la question palestinienne n'est plus qu'une question de lutte contre le terrorisme. Macron s'aligne à 100% sur le discours officiel du gouvernement de Netanyahu et des États-Unis. Il essaye aussi de jouer sur la présence militaire de la France qui dispose de 4 000 hommes au Moyen-Orient, dans le cadre de missions de l'ONU au Liban, de la coalition contre Daesh en Irak et en Syrie, en Jordanie ou dans le golfe d'Oman, avec également une base militaire aux Émirats arabes unis (EAU), et la base pérenne de Djibouti. Mais loin d'être une rupture, la posture de Macron est dans la continuité de la diplomatie française concernant le Moyen-Orient, introduite par Nicolas Sarkozy en 2012.

Du non-alignement aux accords d'Oslo

Pour la France, les positions concernant les droits des Palestiniens à vivre sur leur terre ont toujours été un élément annexe des rapports avec Israël et les pays arabes qui sont les cibles de sa politique. Notamment l'Égypte, les EAU et l'Arabie saoudite, clients

priviliés des ventes d'armes, et l'ensemble des monarchies, terrain d'investissement des grands groupes capitalistes français.

Après la guerre des Six-Jours en 1967, De Gaulle exigeait le retour d'Israël dans les frontières de 1949. De Gaulle affirmait une position différente de la majorité des pays européens et des USA. Son but était de restaurer une image dégradée dans les pays arabes après la guerre d'Algérie. L'Égypte, la Syrie et l'Arabie saoudite étaient déjà les destinataires principaux de cette ouverture. En 1973, Michel Jobert, ministre des Affaires étrangères sous Pompidou, durant la guerre du Kippour et l'offensive militaire conjointe de la Syrie et de l'Égypte avait eu ces mots célèbres : « Est-ce que tenter de remettre les pieds chez soi constitue forcément une agression imprévue ? » Jacques Chirac en 1996, face à un Netanyahu qui relançait massivement les colonies, avait voulu réaffirmer la « politique arabe de la France », après la guerre du Liban, les massacres de Sabra et Chatila soutenus par Menahem Begin alors Premier ministre d'Israël, et la criminalisation de l'OLP.



Mais la fin de la bipolarisation USA-URSS allait modifier l'équilibre de forces au Moyen-Orient, avec la crise des courants nationalistes arabes et le rapprochement de l'ensemble des gouvernements arabes avec les USA, qui prirent un rôle prépondérant dans la région, non

seulement vis-à-vis d'Israël et de l'Arabie saoudite, mais aussi de l'Égypte et des monarchies du Golfe, rôle accentué par la première guerre du Golfe en 1991. Le rôle diplomatique de la France devenait marginal. Avec les accords d'Oslo, le retour aux frontières de

La fin de la bipolarisation USA-URSS modifie l'équilibre de forces au Moyen-Orient

1947 ou même de 1949 était enterré, et un verrou sautait désormais qui devait servir de marchepied à l'étouffement des droits des Palestiniens et à un système d'apartheid dans les territoires restant sous l'autorité militaire et internationale d'Israël. Après 1993, se sont essentiellement succédés en Israël des gouvernements du Likoud, dont la Charte se prononçait explicitement pour l'annexion totale de Gaza et de la Cisjordanie.

La question palestinienne n'est plus politique

Le tournant dans la politique des dirigeants français vis-à-vis d'Israël est aussi le résultat de ce changement dans les rapports de forces. La question palestinienne devient plus marginale, et sa défense n'est plus le passage obligé des relations avec les pays arabes. En 2008, Sarkozy entreprend une visite en Israël, dirigé une

nouvelle fois par le Likoud et Netanyahu. Les dirigeants du Likoud reprenaient la marche vers la colonisation de la Cisjordanie. C'est ce moment-là que choisit Sarkozy pour manifester sa solidarité : « Israël n'est pas seul », « la France sera toujours à ses côtés quand son existence sera menacée ». C'est ce discours qui sera prolongé par François Hollande, à qui Macron emboîte aujourd'hui le pas.

La préoccupation française a toujours été d'essayer de soigner ses relations avec les monarchies du Golfe et les autres régimes arabes. La normalisation des relations d'Israël avec l'Égypte, la Jordanie et dernièrement les EAU et Bahreïn s'est faite sur le dos des revendications palestiniennes mais a aussi eu comme effet une diminution des contradictions de la bourgeoisie française voulant apparaître à la fois comme allié d'Israël et cultivant de solides relations avec les pays arabes. Dès lors, malgré le maintien de la position officielle « à deux États » version Oslo, la question palestinienne devient essentiellement une question humanitaire, n'est plus pour les dirigeants français une question politique, et la France accepte sans sourciller le massacre de la population de Gaza.

Léon Crémieux

Les exemples de débats où l'émotionnel l'emporte sur la compréhension politique ou historique du conflit sont nombreux. Et cela continue! Expliquer, ce serait au mieux être neutre, au pire excuser. Affirmer sa solidarité, ce serait vouloir importer ici le conflit.

Expliquer n'est pas excuser

Ainsi, par exemple, le 27 octobre, Apolline de Malherbe sur RMC s'étonnait que Dominique de Villepin veuille évoquer « le drame historique » avant « le drame du 7 octobre » et rappelait « l'émotion palpable » avant de revenir à la charge : « La faute à qui ? J'ai un peu de mal à vous suivre. La faute au Hamas ? » pour finir par se lamenter : « Vous ne pouvez pas rester dans une forme de neutralité ! »

Un entretien, comme d'autres avant lui et en particulier sur les chaînes d'infos, où le crédo

Bruit et fureur contre la cause palestinienne

Depuis les massacres de civils le 7 octobre par les combattants du Hamas, le débat politique français est devenu étouffant, très étouffant : le traitement médiatique du conflit a été très déséquilibré et très offensif vis-à-vis des opposantEs à la ligne gouvernementale.

Le crédo journalistique semble être moins d'expliquer que de s'indigner

journalistique semble avoir été moins d'expliquer que de s'indigner ou de vouloir le faire. Il faut sans doute pour comprendre cette constante remonter « à la vulgate chère à Manuel Valls », comme le rappelle Acrimed dans son article sur le traitement médiatique du conflit. Alors Premier ministre, Valls, au lendemain de l'attaque de l'Hypercacher en janvier 2015, avait déclaré : « Il ne peut y avoir aucune explication qui vaille. Car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser. »

Expliquer, pourtant, ce n'est ni excuser ni justifier.

Discrédit sur les opposantEs politiques

Sans compter que rester dans l'émotionnel et l'indignation rend bien des services. C'est avec facilité qu'on discrédite des opposantEs, sans avoir à beaucoup argumenter. Dimanche 29 octobre, Manuel Bompard était l'invité de « Questions politiques » sur France Inter. À Nathalie Saint-Cricq qui lui demandait si Jean-Luc Mélenchon n'importait pas le conflit en France lorsqu'il déclarait que Yaël Braun-Pivet « encourageait le massacre » au lieu de simplement dire « qu'il n'était pas d'accord », le coordinateur de LFI a dû répondre que « depuis

15 jours, c'est vous qui expliquez à longueur d'antenne que les Insoumis auraient justifié les actions du Hamas [...] » et que cela avait contribué aux menaces qu'eux aussi reçoivent. Un débat certes houleux, mais qui, fort heureusement, n'atteint pas le niveau de disqualification a priori d'un des bandeaux de la chaîne d'extrême droite CNews le 12 octobre « LFI : le nazisme est-il passé à l'extrême gauche ? »

Le choix des mots

En réalité, c'est le gouvernement lui-même qui a importé le conflit en faisant du soutien à la cause palestinienne un soutien au « terrorisme », en dépit des nombreuses analyses de politistes comme Jean-Paul

Chagnollaud qui expliquait dès le 10 octobre dans *Mediapart* : « Vous avez utilisé tout à l'heure le terme d'"attentat terroriste", on peut très bien le comprendre. Moi je n'utilise pas ces termes, je dis que ce sont des crimes de guerre, parce que je pense qu'on est en guerre. » Les communiqués de l'ONU font un choix sémantique similaire, de même que la BBC³ ou l'Agence France-Presse⁴ qui ont depuis longtemps fait le choix de ne pas parler de groupes terroristes sans dire par qui ce qualificatif était attribué.

Le traitement médiatique du conflit et du débat accompagne le positionnement du gouvernement ! Les chiens de garde sont toujours là. Malgré l'invisibilisation de la cause palestinienne dans

les médias — qui peinent à donner un nom et un visage à toutes les victimes civiles comme en témoigne le peu de photos de civils palestiniens mis en couverture des journaux —, malgré les débats disqualifiants et malgré toutes les interdictions, on ne nous empêchera ni de penser ni de manifester !

Fabienne Dolet

1 – Acrimed, « D'Israël à Gaza : myopie et doubles standards », 23 octobre 2023.

2 – Acrimed, « Conflit israélo-palestinien : calomnies médiatiques contre LFI ou "La Formation infréquentable" », 26 octobre 2023.

3 – Cécile Ducourtieux, « Pourquoi la BBC ne qualifie pas le Hamas de groupe "terroriste" », *le Monde*, 13 octobre 2023.

4 – Éric Wishart, « Guerre Israël-Hamas : comment l'AFP utilise le mot terroriste », 28 octobre 2023.

CULTURE

Beaubourg en lutte

Le Centre Pompidou va être fermé de 2025 à 2030 pour désamiantage et des travaux de rénovation. Ce projet était connu depuis des mois et la direction avait assuré oralement que «rien ne changerait» pour les salariéEs du site.

Pourtant, lors de la mise en place du projet de travaux, les syndicats ont constaté que des centaines de postes étaient menacés. Le personnel non fonctionnaire tel que conférencierEs, encadreurEs, peintres, éclairagistes, agentEs d'accueil et tous les prestataires (entretien, nettoyage...) mais aussi de nombreux agentEs de la Bibliothèque craignent que cette fermeture fasse disparaître plus de 500 emplois, pour les remplacer par des services extérieurs, type auto-entrepreneurs ou boîtes privées.



Les personnels du Centre Pompidou votent massivement la grève reconductible en assemblée générale le 16 octobre. FACEBOOK PHILIPPE MAHE

La grève depuis un mois

Le 5 octobre, un préavis de grève a été déposé, par une intersyndicale (CGT, CFDT, UNSA, SNAC-FO et Sud Culture) et la grève a été reconduite pour un mois. Le premier protocole proposé par la direction a été très rapidement amendé par les syndicalistes pour y ajouter des éléments essentiels tels que les garanties de maintien d'emploi en CDI pour les vacataires, de non-externalisation des services, l'assurance de l'accompagnement des agentEs impactés par un changement de site durant la période des travaux, les garanties concernant les possibilités de formation et de mobilité des agentEs, etc.¹

La direction a essayé de casser la grève à plusieurs reprises mais, à chaque fois, la solidarité est plus forte. Face à la tentative de délocaliser une conférence au musée Picasso, les personnels du musée Picasso ont boycotté la conférence puis sont venus le lendemain en assemblée générale. Face à la tentative de casser la grève des agentEs d'accueil en faisant venir des intérimaires le 19, elle a augmenté la colère des autres agentEs non grévistes, ce qui a entraîné une fermeture totale le week-end du 20 octobre et l'annulation d'une soirée Night Club le soir.)

Des AG se tiennent avec des centaines de participantEs assurant ainsi la fermeture régulière du centre, comme encore le 4^e étage totalement fermé le 29/10. Iels sont déterminés et présents déjà dans ce combat grâce au rapport de forces instauré. Le mouvement continue et nous suivrons les prochaines actions. Seule la lutte paie!

Correspondante

1 - Liste exhaustive des revendications sur le site de la CGT Culture.

À lire sur le site



Inculpés du 8-12 : maintenant, l'attente!, par Anna Ralebolle



Le NPA participe au «World Congress for climate justice», par Héléne Marra

Gabriel Attal a donc focalisé l'attention sur la minute de silence: «Je ne tolérerai aucune contestation, aucune provocation» et ce sera la «tolérance zéro». Il s'agissait moins de commémorer la mémoire de l'enseignant que d'imposer un discours unilatéral et une union sacrée à marche forcée. Finalement sont annoncés 183 incidents qui ont conduit à l'exclusion des élèves en attendant le passage en conseil de discipline.

Droit à l'éducation

De nombreux signalements ont été fait aux procureurs de la République, ce qui participe de la criminalisation systématique des élèves. Gabriel Attal va même jusqu'à souhaiter «sortir des établissements» scolaires les élèves signalés pour radicalisation, sans préciser où il veut les déplacer. Ce pur effet d'annonce est inapplicable à la fois car il faut définir ce qu'est un élève radicalisé, avec la part de subjectivité que cela comporte, et parce que le droit à l'éducation existe encore. Le pouvoir ne peut pas déscolariser à sa guise les élèves qui lui posent problème!

Aux antipodes de l'éducation émancipatrice

Le deuil de Dominique Bernard s'est déroulé dans un contexte récemment marqué par les violences policières, le racisme d'État, puis la guerre en Palestine. Le pouvoir lui-même s'est empressé de politiser (du point

ÉDUCATION Gabriel Attal, l'école de la bienveillance? Plutôt celle de la répression!

Le 16 octobre a eu lieu la minute de silence en mémoire de Samuel Paty et de Dominique Bernard. L'attaque d'Arras est survenue au sein d'une Éducation nationale déjà en souffrance à cause d'une dégradation continue de ce service public. Au delà du manque criant de moyens, le pouvoir transforme l'école en vecteur d'une idéologie réactionnaire.

ATTAQUE D'ARRAS LA FRANCE SOLIS LE CHOC



de vue réactionnaire) l'attaque d'Arras: lien nauséabond avec l'immigration, idéologie du choc

des civilisations, amalgame entre résistance palestinienne et terrorisme. Cette politisation extrême

s'est accompagnée de menaces contre toute remise en cause, notamment venant de jeunes adolescentEs heurtés par l'impression que certaines vies ont plus de valeur que d'autres, que certains crimes sont plus condamnés que d'autres. Cette approche répressive est aux antipodes de l'éducation émancipatrice. Cette dernière repose sur les espaces de dialogue, de remises en question, de libre expression, de débats, où le pouvoir de conviction repose sur l'argumentation et les savoirs scientifiques, et non sur la force. Refusons l'instauration d'un climat de suspicion généralisé et délétère. Refusons que la seule réponse possible soit la répression, que la défense des «valeurs républicaines» serve de prétexte pour faire sans cesse reculer l'égalité, la fraternité et les libertés, d'expression notamment.

Commission Éducation nationale du NPA

LUTTE Ex-GKN: écologie populaire et autogestion ouvrière

Lundi 23 octobre dernier, près de 150 personnes se pressaient à la Bourse du travail de Paris pour une soirée de soutien à la lutte des ex-GKN de Florence, à l'initiative de plusieurs associations et syndicats¹. Dario Salvetti, l'un de ses principaux animateurs, était présent.

Tout commence le 9 juillet 2021. L'interdiction de licenciement mise en place pendant la crise du Covid vient à peine d'être levée que les 500 ouvrierEs de l'usine GKN de Florence (Toscane, Italie) reçoivent un mail leur annonçant brutalement la fermeture du site et leur licenciement. L'usine GKN, équipementier automobile lié à l'empire Fiat, n'est pourtant pas en difficulté. Mais depuis 2018, elle est dans l'escarcelle d'une multinationale adepte du profit maximal.

Expérience de pratique syndicale «participative»

La résistance ouvrière éclate: les grilles de l'usine sont enfoncées, le site est occupé et une assemblée permanente est immédiatement mise sur pied. Il faut beaucoup de confiance dans la force collective pour un combat de cette ampleur: les ouvrierEs de GKN ont une expérience solide en la matière, forgée dans la pratique du Collectif d'usine (Collectivo di Fabbrica). Créé en 2008, il est une émanation directe et démocratique des travailleurEs, garantie de leur auto-organisation. Dario Salvetti — par ailleurs syndicaliste de la CGIL — l'a redit le 23 octobre: c'est toute une pra-



«On ne touche pas à GKN», appel à la manifestation du 25 mars 2023.

tique syndicale «participative» qui a permis que la lutte soit ce qu'elle est.

Une démarche aussi, celle de l'ouverture. Un collectif de soutien est rapidement créé, baptisé Insorgiamo (en référence à la devise de la résistance florentine). Les manifestations, massives, se multiplient. Les GKN prennent part activement aux mobilisations

Climat. Des concerts de soutien, un festival de littérature «Working class» se tiennent, une coordination des femmes de GKN se monte: le soutien est réel et ancré dans son territoire.

Contre-plan ouvrier de reconversion écologique

Devant l'incurie des pouvoirs publics et un repeneur déclaré

mais défaillant, les GKN présentent à la presse, devant leur usine, leur propre plan de reprise le 11 mars 2022, construit avec l'aide d'économistes, de juristes et d'ingénieurEs. Il peut y avoir des «compétences solidaires», tant que la direction de la lutte reste à l'assemblée permanente... Le «contre-plan ouvrier» repose sur la reconversion écologique de la production. Dario Salvetti précise: «Il ne s'agit pas de traiter la question écologique comme une question de principe, mais de l'incarner dans le quotidien d'une usine».

Pour porter ce projet, les désormais ex-GKN s'orientent depuis 2023 vers une voie coopérative avec une production autogérée de vélos-cargos et panneaux solaires. Solution nécessaire pour garantir des emplois à ce stade, elle n'est pas selon eux suffisante: les GKN maintiennent leur combat dans un cadre anticapitaliste. C'est là, dans de telles luttes, prises en main par les classes populaires elles-mêmes, que doit s'inscrire et peut s'imposer une perspective écosocialiste.

Théo Roumier

1 - Attac, Ateliers Travail et Démocratie, Association autogestion, CGT Paris, Coopcycle, Les Utopiques, Réseau écosyndicaliste, Réseau Salariat Grand Paris, Solidaires Paris, Strike. Collectif d'enquêtes militantes, Syndicalistes.org
À lire: Lukas Ferrari et Dario Salvetti, «La lutte des ex-GKN à Florence: mouvement social et projet de reconversion écologique par le bas», *Contretemps* le 10 juillet 2023.

Culture



DOCUMENTAIRE **Pierre Feuille Pistolet, de Maciek Hamela**

Film franco-polonais-ukrainien, durée 1 h 24 min, sortie le 8 novembre 2023.

Dans le van que le réalisateur polonais Maciek Hamela conduit à travers l'Ukraine en guerre, les personnages et les histoires (vraies) se succèdent, au fil des trajets qu'il effectue pour mettre à l'abri ces réfugiés en quête d'avenir.

Le rythme est lent, apaisant. Pas de musique de fond, pas de mise en scène tapageuse. Juste la route et les paysages qui défilent, les bruits familiers, mécaniques et rassurants, d'une voiture qui avale les kilomètres pendant que ses passagers racontent, avec pudeur, ce qu'ils vivent depuis des mois et les raisons qui les poussent à rejoindre la Pologne voisine. Parfois, la route s'arrête. Un pont effondré, des voitures dans les décombres en contrebas nous rappellent à la réalité : ce dont ces gens parlent n'a rien d'abstrait, c'est là, dehors, sur les routes minées qu'il faut éviter, dans le ciel où des panaches de fumée témoignent de bombardements en direct, dans ces décors de villes détruites où des pignons d'immeubles éventrés affichent fièrement des pubs tellement anachroniques et discordantes dans ces paysages dévastés. Le danger est réel, et présent en continu alors que le van se fraie un chemin de point de contrôle en point de contrôle. Que la guerre ait emporté l'un des leurs ou que leur mari, père, fils ou frère ait dû rester au front, ces familles sont incomplètes, déchirées. On croise des grands-parents, en larmes de dire au revoir à leurs petits-enfants sans la moindre certitude de les serrer à nouveau dans leurs bras, un jour. Des enfants, si petits, trop sages, trop sérieux pour leur âge, qui écoutent sans s'émouvoir des conversations qui ne devraient jamais parvenir à leurs oreilles, mais qui ne sont plus que le reflet de leur quotidien depuis février 2022. Des enfants qui transportent sur un papier toute leur identité, au cas où. Des mères qui abandonnent

tout, même s'il n'y a plus grand chose à abandonner, sans savoir ni où elles vont, ni ce qui les attend, simplement dans l'espoir de mettre leurs enfants à l'abri n'importe où tant que c'est ailleurs. Et puis parfois, au bout du trajet, des familles qui se retrouvent, et après le chaos un peu de bonheur, aussi.

Pierre feuille pistolet est un documentaire bouleversant, mais plein d'espoir et de dignité. Au milieu des larmes, il y a des rires, de la solidarité, de l'humanité. Alors que les voix de ces familles obligées de fuir les bombes résonnent d'une brûlante actualité, et pour ne pas oublier l'Ukraine, un film à voir, absolument.

Cyrielle L. A.



BANDE DESSINÉE **Sans panique, de Coline Hégron**

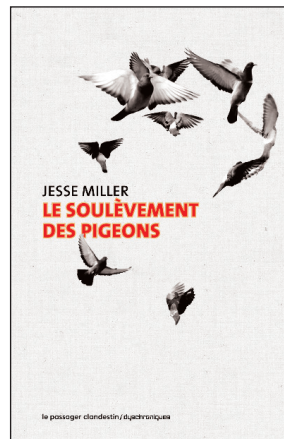
Éditions Delcourt / Mirages, 2023, 197 pages, 27,95 euros.

Coline Hégron est une autrice angevine. En 2021, elle a reçu le prix Jeunes Talents au Festival de la BD d'Angoulême. Après *le Grand Labyrinthe*, elle sort en septembre 2023 son nouveau livre, *Sans panique*. Un ouvrage magnifique. L'histoire se déroule dans un monde un peu loufoque bien que très semblable au nôtre. Une jeune fille, Romie, se retrouve orpheline à la suite du crash d'un avion sur une île. Là, elle est recueillie par une famille adoptive très particulière, à l'image des habitantEs de ce territoire coupé du monde. Les gens ne ressentent rien, les émotions sont absentes. Mais Romie, elle, est au contraire débordante de vie. Entre colères et tristesses, elle parvient à nous faire souvent sourire par son humour tout en finesse, et parfois elle nous touche, avec sa sensibilité. Elle vit une relation forte avec Danaë, une fille de son âge qui habite dans la même famille. Elles s'admirent toutes les deux au point qu'elles décident de s'entraîner à devenir pour l'une plus mesurée, pour l'autre plus excentrique. Avec des résultats mitigés. La vie est paisible sur l'île, trop même, jusqu'à ce qu'une catastrophe naturelle d'envergure soit annoncée. L'héroïne tente d'alerter la

population. En vain. Ne supportant plus la passivité des villageoisEs, elle décide de fuir, puis s'engage dans une sorte d'aventure (pour deux enfants), dans laquelle Danaë la suit. L'objectif est de s'échapper, de survivre. Nous sommes embarqués dans quelques scènes rigolotes avec une autre famille peuplée d'enfants, un bus et sa conductrice branchée, et des répliques toujours mordantes. Un jour, à force de patience, Romie trouve la solution — est-ce par accident? — pour faire déborder Danaë : massacrer la gastronomie, jusqu'à proposer une glace à l'agneau ! Alors, l'amour les fera changer de stratégie et affronter la difficulté de la vie. Ce besoin de se confronter aux difficultés les fera revenir sur leurs pas. Toujours avec humour, tendresse et aussi acidité, y compris pour les hommes politiques à qui quelques coups de griffes ne sont pas épargnés. Le dessin de Coline Hégron est d'une qualité impressionnante. Les détails, les couleurs, s'accordent à la perfection avec le texte, notamment du point de vue des émotions. Nous ne sommes pas dans un manga, mais il y a, d'une certaine façon, des similitudes. Ainsi, nous avons entre les mains un objet qui nous emmène

dans une contrée nouvelle, avec un style nouveau : une forme hybride. C'est une expérience de lecture enrichissante, autant pour l'histoire que pour le dessin. Remarquable.

Alexandre Raguet



SCIENCE-FICTION **Le Soulèvement des pigeons, de Jesse Miller**

Éditions Le Passager clandestin, 2023, 128 pages, 12 euros.

Les éditions Le Passager clandestin, dans leur collection « Dyschroniques », ressort d'anciennes « nouvelles » de science-fiction ou d'anticipation. Ici, il s'agit d'un texte paru en 1972. L'histoire se déroule à Harlem, quartier noir de New-York, dans un futur non déterminé. Mais tout semble un peu pareil quand même :

un quartier ghetto, le racisme, la pauvreté. Et puis un pouvoir moderne qui semble tout contrôler à distance, avec des opérations de nettoyage, de répression qui se font par des méthodes sophistiquées. Mais pas tant que ça. Même quand tout semble sous contrôle, rien n'empêche que du côté des opprimés il y ait l'envie de se révolter, de faire face à l'opresseur, de ne plus subir. L'ambiance est bizarre, un peu comme dans le *1984* de Georges Orwell ou le *Brazil* de Terry Gilliam. Un futur qui inquiète, sauf que c'est un futur qui part de la situation déjà très dure vécue par l'auteur dans les années 1950, 1960 et 1970 aux États-Unis. D'ailleurs, après la nouvelle, il y a une postface très intéressante qui présente l'auteur et situe le texte comme la période, racontant les nombreuses émeutes dans les quartiers populaires, les quartiers noirs dans les grandes villes étatsuniennes, avec la misère, les discriminations, le racisme, les violences de la société et avec la puissance de la colère et des révoltes qui avaient poussé le pouvoir à commencer (seulement) à apporter des réponses sociales contre la pauvreté et contre le racisme. Ce livre, la nouvelle et le texte explicatif, nous rappelle

inévitablement la situation que nous avons connue tout récemment avec les émeutes de la jeunesse dans les quartiers populaires de nombreuses villes en France. La légitimité de la colère contre le racisme et l'exclusion tout comme le mépris du gouvernement qui, on l'a vu ces derniers jours, se situe dans une véritable guerre de classe des dominants contre les pauvres, ayant seulement des réponses répressives. Pas compliqué de faire de l'anticipation : tant qu'il y aura de la misère et du racisme, du mépris et de l'injustice, il y aura de la révolte insurrectionnelle contre la domination insupportable pour qu'un jour le monde change vraiment, c'est la seule issue. En attendant, les nouvelles comme celle de Jesse Miller sont chouettes à lire.

Philippe Poutou

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

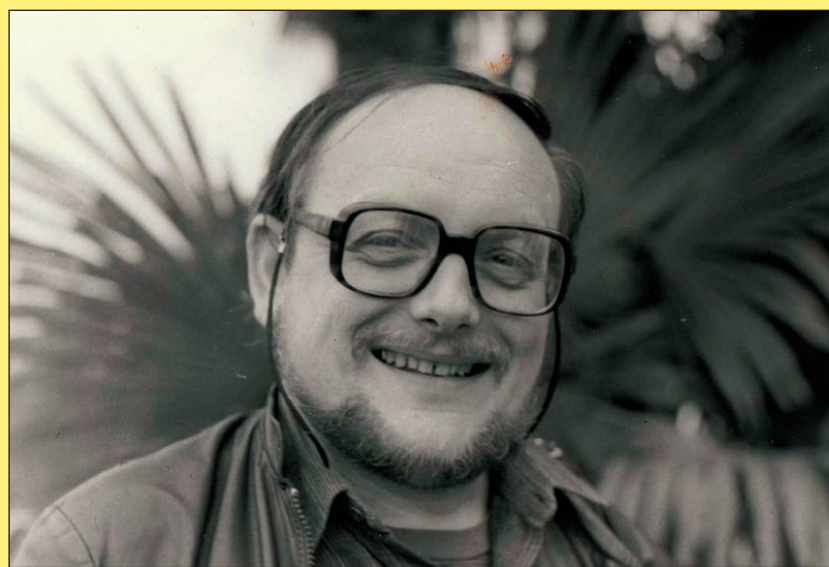
► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ la-breche.com
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Vie du NPA

LES NÔTRES Daniel Desmé

Daniel Desmé, alias Raymond, nous a quittés. Pour les camarades d'A Manca, c'est un frère, un ami et un camarade avec qui, depuis plus de trente-cinq ans, nous avons milité et partagé des joies et des épreuves.



DR

Cet homme à l'aspect débonnaire, grand connaisseur de Rabelais et des vins de Loire, n'en était pas moins un indéfectible militant de la cause corse. Partisan conséquent du droit à l'auto-détermination de notre peuple, il s'en était approprié l'histoire avec la rigueur qui le caractérisait. D'une

grande humanité, il ne dissociait jamais les femmes et les hommes qu'il côtoyait dans la lutte de leurs ancrages culturels. Loin d'un dogme marxiste-révolutionnaire, nous lui devons amplement notre formation politique. Comme historien et sociologue, il était aussi un pédagogue de tous les instants.

Militant anti-impérialiste et anticolonialiste

Il a porté la voix de la LCR et de la Quatrième Internationale auprès du mouvement de libération nationale. Sa finesse d'analyse et sa parfaite connaissance du terrain, lui conféraient la dimension d'un militant anti-impérialiste et anticolonialiste, reconnue largement au-delà des frontières de notre organisation. Son secret tenait à sa capacité d'être un véritable intellectuel révolutionnaire tout en étant un infatigable voyageur qui se rendait au plus profond de nos villages et de nos quartiers pour y rencontrer les gens. Sa posture n'avait rien à voir avec ces donneurs de leçons venus de l'hexagone, pour qui un bréviaire tenait lieu de bagage.

Il était de chez nous et il le restera dans nos mémoires.

Au sein du mouvement dans lequel il militait, il s'est employé à convaincre ses interlocuteurs d'être en solidarité avec la lutte du peuple corse. Pugnace au-delà des oppositions qu'il rencontrait, il n'a jamais cédé un pouce de ses profondes convictions. Il s'inscrivait totalement dans la longue tradition de la Quatrième Internationale dans le cadre des combats anti-impérialistes. Le jour où la lutte d'émancipation parviendra à ses objectifs, le nom de Daniel, militant marxiste-révolutionnaire, corse de cœur et d'esprit restera vivant. Nous te saluons, fratellu.

Serge Vandepoorte, pour A Manca

PALESTINE Solidaires, les militantEs internationaux en Cisjordanie!

Comme chaque année depuis 2001, des groupes de volontaires devaient aller en Palestine, à la demande des paysanEs palestiniens, pour les accompagner lors des cueillettes d'olives dans les champs interdits d'accès par les colons. Double enjeu : récolter le fruit de son travail et empêcher l'annexion des terres par les colonies. Les premiers volontaires devaient arriver le 10 octobre mais tous les vols ont été annulés à la suite des attaques du Hamas le 7 octobre. « L'Anticapitaliste » s'est entretenu avec des militantEs français de la solidarité internationale, présentEs sur place, à propos de la situation en Cisjordanie.

Pouvez-vous nous dire ce que la guerre à Gaza modifie dans le comportement de l'occupant en Cisjordanie et à Jérusalem? Quels effets sur la vie des Palestiniens des territoires occupés?

Les accords d'Oslo, avec leur découpage en trois zones A, B et C ont donné la possibilité à l'armée d'occupation israélienne de mailler l'espace en autant de bantoustans coupés les uns des autres. Chaque ville, chaque village peuvent en très peu de temps être coupés du monde. L'armée bloque le moindre chemin avec des buttes de terre et de cailloux, les soldats occupent tous les miradors pré-positionnés aux carrefours et le tour est joué : la Cisjordanie est figée. Dans les circonstances actuelles, à ce dispositif s'ajoute le fait que les colons se sont vu doter de 20 000 armes de guerre par le ministre fasciste Ben Gvir. La consigne a été donnée aux militaires de tirer à vue.

À Jérusalem, le même genre de dispositif est en place : les gardes-frontière sont omniprésents au moindre carrefour, les quartiers « arabes » bouclés. Les provocations des suprématistes sionistes se multiplient dans la vieille ville et sur l'esplanade des mosquées. De véritables chasses aux Palestiniens sont organisées, jusque dans les hôpitaux. Cela concerne aussi les Palestiniens disposant de la nationalité israélienne.

Chasse aux sorcières dans les universités, licenciements, lynchages, arrestations, projet de loi de retrait de la nationalité : la moindre expression de compassion vis-à-vis des habitantEs de Gaza entraîne une répression immédiate. Les militantEs juifs du bloc anticolonialiste ne sont pas épargnés.

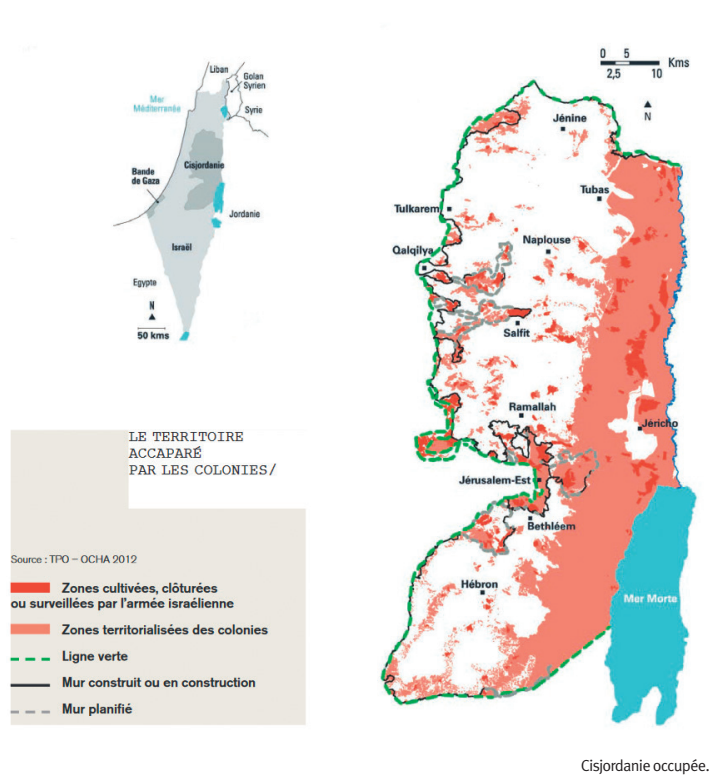
Le soutien inconditionnel fourni à Israël pour son opération contre les habitantEs de Gaza, par les gouvernements occidentaux lui donne carte blanche : il semble qu'il n'y ait plus de limites.

Comment les habitantEs, les militantEs, de Cisjordanie perçoivent-ils politiquement l'affrontement en cours à Gaza?

À Deir Istiya

Aujourd'hui, dans le secteur de Deir Istiya par exemple, seules les cueillettes accompagnées par des anticolonialistes israéliens peuvent se réaliser mais les militants israéliens se font eux aussi frapper et traiter... « d'ordures du Hamas » !

Jeudi matin, les habitants du village de Deir Istiya ont trouvé, sur les parebrises des voitures garées sur la route principale, des tracts collés dans la nuit par les colons : menaces de mort, injonction à quitter les villes et les villages et à partir en Jordanie. Le nettoyage ethnique est en cours en Cisjordanie aussi. Au secours ! La Palestine a besoin de la solidarité des peuples.



De véritables chasses aux Palestiniens sont organisées, jusque dans les hôpitaux. Cela concerne aussi les Palestiniens disposant de la nationalité israélienne

Les gens disent : « On a tout essayé... la résistance non violente, les négociations, Oslo, les appels incessants à une force d'interposition... et ça n'a rien donné ! Israël n'a jamais respecté la moindre résolution de l'ONU ! Il fallait bien que quelque chose bouge... »

Personne ne croit plus à l'ONU. Les gens dévient désormais aux dirigeants occidentaux le droit de se réclamer des droits humains qu'ils ne reconnaissent manifestement pas aux Palestiniens. Le deux poids-deux mesures ne passe plus ! Ils ne comptent plus que sur eux et sur la solidarité des peuples et font bien la différence entre ceux-ci et leurs gouvernements.

Ce qui se passe à Gaza, c'est pour eux la continuation de la Nakba. Les gens en Cisjordanie pensent que leur tour viendra : des tracts ont été collés par les colons sur les voitures du village de Deir Istiya hier, enjoignant les habitantEs de faire leurs valises pour la Jordanie... La menace est



Manifestation à Ramallah le 27 octobre. NPA

claire ! Le génocide de Gaza, c'est le début de la mise en œuvre du projet sioniste d'épuration ethnique à l'échelle de l'ensemble de la Palestine.

La guerre provoque-t-elle une reconfiguration de la (des) résistance(s) en Cisjordanie?

Les militantEs de la gauche palestinienne, opposés à l'idéologie du Hamas, considèrent que la priorité absolue, c'est la lutte de libération nationale. Mais il semble évident que l'Autorité palestinienne est totalement déconsidérée. Deux manifestations viennent d'avoir lieu à Ramallah. Les officiels du Fatah sont venus faire de la figuration pour la photo : les manifestantEs, tous partis confondus, ont marqué la distance. Dans le cortège, des drapeaux du Hamas bien sûr, mais aussi ceux du FDLP... Une présence massive de jeunes et particulièrement de jeunes filles très dynamiques qui ne s'en laissaient pas compter !

Ce qui se passe à Gaza, c'est pour eux la continuation de la Nakba. Les gens en Cisjordanie pensent que leur tour viendra

Qu'attendez-vous de la solidarité internationale?

L'urgence absolue, c'est l'arrêt des bombardements, l'acheminement de l'aide humanitaire et l'approvisionnement (toujours refusés par Israël) en carburant indispensable pour sa distribution, le fonctionnement des hôpitaux et la remise en route des installations permettant de produire de l'eau potable.

C'est aussi ce que demandent l'UNRWA¹, l'OCHA², ainsi qu'une coalition d'organisations israéliennes de défense des droits humains. Les organisations palestiniennes de défense des droits humains exigent la protection internationale immédiate du peuple palestinien.

Les Palestiniens exigent la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid et la réalisation pleine et entière de tous leurs droits. Pour cela il faut renforcer les manifestations dans le monde afin de faire pression sur les gouvernements et développer partout le BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions).

Propos recueillis par Louison Le Guen

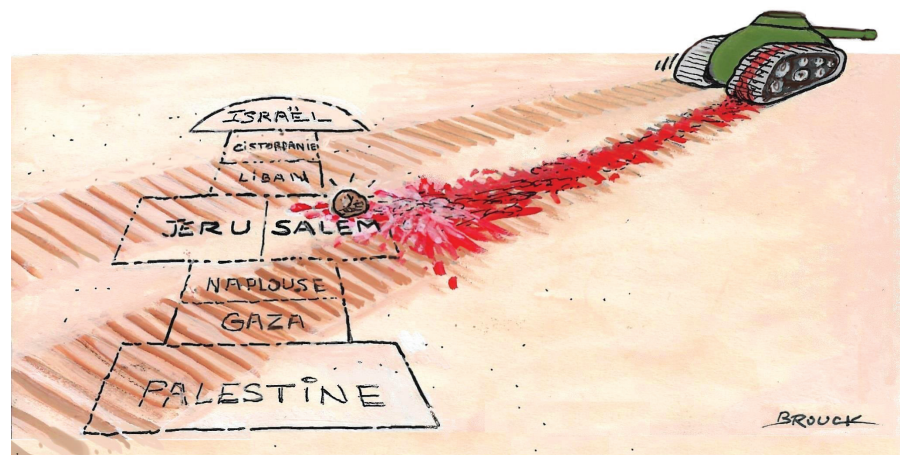
1 - The United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East — Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
2 - Office for the Coordination of Humanitarian Affairs — Bureau de la coordination des affaires humanitaires, un département du Secrétariat de l'ONU.

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

CE SONT TOUJOURS LES ENFANTS QUI TRINQUENT



Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
[NPA.Lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)
[L.anticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://t.me/Lanticapitaliste)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, **L'Anticapitaliste** la revue

Le n°150 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

